



TOUT VA TRÈS BIEN MME LA MINISTRE ? RIEN NE NOUS PERMET DE LE CROIRE ! PAS QUESTION DE LAISSER FAIRE

Mercredi 17 février 2010

La réunion du Comité de Pilotage à Bercy a finalement eu lieu la semaine dernière. Mais il semblerait que personne parmi les pouvoirs publics, les élus, les patrons et autres acteurs économiques, n'avaient vraiment envie de se retrouver pour discuter de l'avenir de FAI. Cela s'est fait uniquement pour tenter de calmer le jeu et de rassurer tout le monde. En effet, le lancement du droit d'alerte, les actions de mobilisation récentes, les positionnements très critiques de certains syndicats posent problème à tous ces gens qui ne veulent pas s'embêter aujourd'hui avec une contestation sociale.

Question avancées du dossier de la reprise, il n'y a rien de nouveau, à part un nouveau « business plan » dont le contenu reste confidentiel pour l'instant. Aucune concrétisation du côté des éventuels clients chinois, aucune réponse positive du côté des banques pour le financement du projet Atlas, aucun progrès du côté de tous les autres projets concernant les composants de transmissions. Et pourtant, à la sortie de cette réunion, nous avons eu droit à des discours optimistes et rassurés !

La ministre de l'industrie comme les présidents de Région et de la CUB, comme le maire de Bordeaux, tous les acteurs présents au Comité de Pilotage (et ils étaient nombreux !) ont parlé d'un projet sérieux. Ils étaient bizarrement tous d'accord. Et tous ensemble, ils s'en sont pris aux banquiers qui ne joueraient pas le jeu, qui par leur « frilosité » pourraient être responsables de l'échec de la reprise !

Un véritable détournement de responsabilités

Nous ne défendons pas les banques dans cette histoire. Bien évidemment, elles « prêtent » quand elles pensent faire de bonnes affaires. Elles sont là pour gagner encore plus d'argent. C'est le fonctionnement même du système économique actuel, c'est la définition même du capitalisme.

Mais dire aujourd'hui que le projet bloque à cause des banques, c'est une escroquerie. En aucun cas, ce sont les banques qui trouveront des marchés et des clients, qui mettront en place un projet industriel fiable. Au mieux, elles peuvent « soutenir » un projet et l'aider à se développer. Or, visiblement, les banques n'ont pas confiance dans le projet de First, pas au point d'y mettre quelques millions. Enfin, c'est ce qu'on nous raconte. Car dans tout ce dossier, il n'y a aucune transparence et ce, de la part de qui que ce soit.

Les vrais problèmes ne sont pas mis au centre de la discussion : ni par le gouvernement, ni par les élus que nous côtoyons et alertons pourtant depuis des mois. Que dire de l'absence de Ford à ce Comité de Pilotage ? Pour nous, c'est inadmissible ! Que dire de ce repreneur qui déclare ne pas vouloir mettre un centime dans l'affaire ? Pour nous, c'est là aussi inadmissible !

Ford doit assumer ses responsabilités

Pour commencer, Ford a des responsabilités à assumer. Avec son annonce faite il y a un an, Ford se vantait d'avoir honoré ses responsabilités sociales en s'assurant de la reprise du site par une holding financière, soutenue par un industriel allemand. Un projet costaud, nous disait-elle, car ces nouveaux patrons-actionnaires avaient non seulement les « reins solides » mais en plus, ils avaient une qualité rare chez un actionnaire, ils venaient faire du social ! Un véritable conte de fée difficile à avaler ... et pourtant, il y a bien eu quelques félicitations.

Ford reste décisionnaire jusqu'au 31 décembre 2011. C'est inscrit dans les statuts de FAI déposés au greffe de Bordeaux en 2009. Ford a mis les fonds. Ford est aujourd'hui le seul client et bien plus qu'un client en réalité. Nous le savons, Ford prépare en même temps sa sortie définitive en se désengageant progressivement. Son absence discrète de la dernière réunion montre la complicité de l'Etat envers cette multinationale qui vient d'annoncer 2,7 milliards de profits.

La question pour nous est claire : Ford doit assurer la pérennité du site et de tous les emplois et doit à ce titre, repousser son désengagement total tant que les projets futurs ne sont pas lancés. Ford doit rester quitte à y remettre des nouvelles productions pour la compagnie.

Il y en a marre de ces patrons qui font ce qu'ils veulent avec l'argent public. Ils encaissent des aides pendant des années et décident de partir comme bon leur semble, se moquant des conséquences sociales et des comptes qu'ils ont à rendre aux collectivités locales. On le voit actuellement avec Philips à Dreux ou il y a quelques mois avec Molex à Villemur. Même quand il y a des lois qui protègent un peu les salariés, les patrons s'en moquent et font ce qu'ils ont décidé.

C'est trop facile de partir en douce, de changer les statuts d'une entreprise, d'effacer les logos, de modifier les accords d'entreprises pour bien montrer qu'une époque est révolue. Nous dénonçons cette stratégie depuis le début. Mais nous dénonçons aussi l'attitude des pouvoirs publics qui laissent faire ces opérations de « blanchiment ». Les élus, les collectivités territoriales, les pouvoirs publics et l'Etat en bout de chaîne pourraient s'opposer au départ de Ford ou au moins ils pourraient dénoncer des choix qui se traduisent forcément par une catastrophe sociale pour une région.

L'Etat a forcément des moyens de pression pour changer la donne. Au lieu de cela, on voit la Région, le Département, l'Europe, l'Etat soutenir le projet de reprise en confirmant aujourd'hui les 30 millions d'aides publiques. A côté de ça, HZ révèle qu'il n'est plus question d'apporter 140 millions comme promis en février dernier. HZ déclare qu'il n'est pas question d'investir un seul euro et que son rôle est de faire remonter des dividendes aux actionnaires ! Et visiblement il y aurait quelques millions déjà « remontés » grâce aux bénéficiaires de l'année 2009 !

L'opération de séduction de février dernier est bien finie. Aujourd'hui, les actionnaires parlent beaucoup plus clairement. « Nous sommes là pour faire de l'argent » ! D'ailleurs, il est question de faire des gains de productivité à un niveau élevé. Et la ministre comme les élus sont complètement hypnotisés devant cette prétention patronale. Aucune dénonciation de ces intentions, aucune critique des déclarations de HZ. Pour les pouvoirs publics, le problème ça reste les banques !

Comment accepter qu'un repreneur puisse s'accaparer une partie des bénéficiaires alors qu'il n'a strictement rien investi ? A ce compte là, les salariés auraient pu reprendre l'usine. Au moins, les richesses auraient été absorbées par ceux qui les ont produites.

Il est encore temps de changer la donne

La situation de crise économique et sociale met le patronat dans un rapport de force favorable. Il se croit tout permis et attaque tout azimut l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la couverture sociale. Tout s'enchaîne. La multiplication des fermetures d'usines et des plans de licenciements renforce le sentiment d'inquiétude et de résignation parmi de très nombreux salariés. Cette déferlante anti-sociale entraîne une démoralisation qui n'aide pas à la mobilisation. Car pour lutter, il faut avoir le moral, il faut croire que nous pouvons défendre des perspectives plus réjouissantes.

C'est vrai que les temps sont durs et que nous ne voyons pas le bout du tunnel. Mais il n'est pas question pour autant de se plier à cette logique de régression sociale. Il n'est pas question d'abandonner la bataille pour la défense de tous les emplois. Nous ne ferons pas partie de ceux qui capitulent et remettent en avant l'idée d'une fausse garantie financière, ce qui revient à discuter de suppressions d'emplois avant l'heure.

Dans les jours et dans les semaines qui viennent, il nous faut trouver des solutions pour faire entendre notre mécontentement, pour faire pression sur les pouvoirs publics. Nous avons absolument besoin d'alliés dans notre lutte. Alors il nous faut convaincre les élus que nous avons raison et qu'il ne faut pas laisser HZ et Ford mener tranquillement leur barque.

Nous allons continuer à solliciter les élus et exiger des pouvoirs publics des prises de décisions qui aillent dans le sens des intérêts sociaux collectifs. Nous ne les lâcherons pas. Le gouvernement et les collectivités locales ont aussi de lourdes responsabilités à assumer. Ils ont donné leur aval au projet de reprise il y a un an. Ils ont contribué à donner du crédit à la solution de Ford.

Cette bataille, nous allons la mener. Mais il est évident que pour être plus efficace, nous devons la mener avec tous les salariés et tous les syndicats « responsables et indépendants » car notre force c'est l'unité et la solidarité.